



Première nation martyre de l'atome militaire au XXe siècle, le Japon risque aujourd'hui de payer un tribut encore plus lourd au nucléaire civil pour avoir cru aux mensonges lénifiants de la nucléocratie mondiale.

L'explosion le 12 mars d'un des bâtiments de la centrale de Fukushima Daiishi, avec évacuation de dizaines de milliers de personnes, et dégagement de césium et d'iode radioactifs, a hélas confirmé les craintes d'hier. Mais ce drame menace de n'être que l'amorce

d'un enchaînement de catastrophes encore plus dramatique, dans un pays déjà très fragilisé par plusieurs séismes et tsunamis, et toujours à la merci de répliques.

Equipé de presque autant de réacteurs nucléaires que la France sur un territoire une fois et demi moindre et trois fois plus peuplé, le Japon n'en tire que 30 % de sa production d'électricité. Vieux de 40 ans, le réacteur qui semble concerné par l'explosion avait été construit par l'américain General Electric. Or, sur les 11 réacteurs nippons mis en arrêt d'urgence pour cause de séisme, au moins 4 autres connaissent de graves problèmes de refroidissement, pouvant aussi aboutir à une fusion du cœur.

En 2007, pourtant, un premier avertissement avait eu lieu. Un spectaculaire tremblement de terre avait obligé à fermer pendant 21 mois les sept réacteurs d'une autre centrale. A l'époque, des sismologues japonais avaient prédit que, après une quarantaine d'années de relative accalmie correspondant précisément à la période d'essor des centrales nucléaires, la région allait connaître une quarantaine d'années de recrudescence sismique.

Malheureusement, leurs avertissements n'ont pas été entendus. Les pouvoirs publics et les industriels ont continué à faire comme si les différentes sources de risques de catastrophes pouvaient être évaluées séparément les unes des autres. Comme si les ingénieurs et les technocrates pouvaient tout maîtriser. Comme si la radioactivité n'était pas un des pires poisons pour les êtres vivants. Comme si la boulimie d'énergie, de profits et de croissance illimitée de quelques multinationales valait qu'on y sacrifie des peuples entiers.

A quelques jours du 32e anniversaire de l'accident de Three Mile Island et du 25e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, et en période de recrudescence des événements climatiques extrêmes, comment peut-on s'obstiner à multiplier ainsi les risques ?

Nous devons en tirer des leçons immédiates :

- Constatons d'abord qu'une population collectivement éduquée aux risques y fait face

mieux que dans l'imprévoyance et l'impréparation.

- Ensuite voyons qu'une politique conséquente face aux catastrophes naturelles doit être planifiée de longue date par des normes de construction et d'urbanisme.

- Enfin la preuve, encore une fois, est hélas faite que la sortie du nucléaire doit être sérieusement discutée et organisée. Combien de tragédies faudra-t-il avant de prendre la décision de planifier la sortie du nucléaire au lieu de prévoir son extension au mépris de toute sécurité ? Les centrales nucléaires françaises qui ont dépassé les 30 ans doivent être fermées et un programme d'arrêt des autres centrales et de reconversion énergétique mis en œuvre. Les ventes de centrales nucléaires à l'étranger doivent cesser.

La radioactivité n'a pas de frontières : elle ne doit plus être banalisée !